

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières, mines et après-mines
ZAC de Bourran
9 Rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 29/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL CONTE et Fils

Parc artisanal
12130 Pierrefiche

Références : 12-CARMIN-2025-20
Code AIOT : 0006800089

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2025 dans l'établissement SARL CONTE et Fils implanté Les Planquettes 12310 Laissac-Sévérac l'Église. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL CONTE et Fils
- Les Planquettes 12310 Laissac-Sévérac l'Église
- Code AIOT : 0006800089
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis 2022, la carrière de Laissac est autorisée à poursuivre son extraction pour un volume de 30 000 tonnes en moyenne et ce jusqu'en 2032.

Une partie des terrains ont été expropriés dans le cadre de la construction du futur axe RN88 2*2 voies. Ces parcelles font l'objet d'une convention d'occupation temporaire entre l'exploitant et l'Etat.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Vanne de sectionnement	Arrêté Préfectoral du 07/11/2022, article 8	Demande d'action corrective	15 jours
4	Prélèvement	Arrêté Préfectoral du 07/11/2022, article 9	Demande d'action corrective	1 mois
5	Piézomètre	Arrêté Préfectoral du 07/11/2022, article 10	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Extraction	Arrêté Préfectoral du 07/11/2022, article 5	Sans objet
2	Phasage	Arrêté Préfectoral du 07/11/2022, article 4	Sans objet
6	Suivi des plans d'eaux	Arrêté Préfectoral du 07/11/2022, article 11	Sans objet
7	Plan d'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de déceler des non-conformités mineures pouvant être résolues rapidement.

L'extraction est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2022, article 5
Thème(s) : Autre, Extraction
Prescription contrôlée :

<p>Le plan d'exploitation respecte notamment les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'extraction des matériaux est réalisée en deux fronts en cours d'exploitation. • La hauteur maximale de chacun de ces gradins est de 15 mètres. • La largeur minimale de banquette est de 15 mètres en cours d'exploitation et de 1 mètre en phase de réaménagement (hors talutage). • L'extraction dans la bande DUP de la RN88 est autorisée à la cote basse de 578 m NGF. • Le carreau inférieur (hors bande DUP) est limité à la cote 578 m NGF. [...]
<p>Constats :</p> <p>Les fronts actuellement exploités sont inférieures à 15 mètres. La banquette principale est supérieure à 15 mètres.</p> <p>La cote d'extraction dans la bande DUP est actuellement à 586 m NGF. La cote d'extraction hors bande DUP est de 579 m NGF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Phasage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2022, article 4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation sera réalisée selon les plans de phasage annexés au présent arrêté, le réaménagement étant coordonné à l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est actuellement dans la première phase d'exploitation conformément à l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Vanne de sectionnement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2022, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] La vanne de sectionnement en sortie du lac Supérieur doit être maintenue en bon état de fonctionnement pour permettre l'isolement des eaux en cas de pollution accidentelle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de l'inspection, la vanne de sectionnement n'est pas accessible (végétation dense).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Il est demandé à l'exploitant de procéder au débroussaillage et de rendre la vanne accessible en tout temps.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2022, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Prélèvement dans le lac inférieur La quantité maximale journalière d'eau, prélevée dans le lac inférieur, est limitée à 30m3/jour. Les installations de prélèvement sont équipées d'un dispositif de mesure totaliseur (compteur). Ce dispositif est relevé tous les mois. Les résultats sont portés sur un registre et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant relève à une fréquence hebdomadaire la quantité d'eau prélevée dans le lac inférieur. Ce suivi ne permet pas de suivre la consommation journalière et de justifier du respect du volume journalier. Pour rappel, le prélèvement est effectué à des fins d'abattage des poussières (pas de lavage des matériaux).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de trouver une organisation afin de s'assurer du respect du volume journalier prélevé (relevé journalier, télé-relevé, blocage au volume maximum ou autres).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Piézomètre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2022, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Un piézomètre est implanté à proximité du fossé de transfert des eaux collectées dans le lac Supérieur vers le lac Inférieur. La dalle du piézomètre devra être reprise, avant le 30 novembre 2022, afin d'assurer une étanchéité totale. Aucune activité et aucun stockage ne sont autorisés dans un périmètre de 35 mètres, autour du piézomètre.
Constats :

La dalle du piézomètre a été reprise. Un stockage d'enrobés à froid est présent à moins de 35 mètres. L'exploitant indique que ce stock, destiné au conseil départemental, sera livré d'ici fin de semaine.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de retirer ce stock et de matérialiser la distance afin de s'assurer de l'absence d'activité et de stockage dans ce périmètre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 6 : Suivi des plans d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2022, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue un suivi semestriel des niveaux des différents plans d'eau (hautes et basses eaux) et après des épisodes pluvieux soutenus (H>80mm).
Constats : L'exploitant effectue un suivi semestriel des niveaux d'eau des plans d'eau (inférieur et supérieur), au niveau de l'Aveyron et du piézomètre également. Ce suivi est également effectué après un épisode pluvieux d'importance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats :

Le plan d'exploitation consulté date de décembre 2024. Il comporte l'ensemble des éléments précités.

Type de suites proposées : Sans suite